

MYANMAR

Les arrestations de militants politiques se multiplient à l'approche du soixantième anniversaire de Aung San Suu Kyi, toujours assignée à résidence

Index AI : ASA 16/020/2005

ÉFAI

**Embargo : jeudi 16 juin 2005
(00h01 TU)]**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Tandis qu'Aung San Suu Kyi, toujours assignée à résidence, s'apprête à fêter son soixantième anniversaire le 19 juin, Amnesty International rend compte dans un rapport de nouvelles arrestations de militants politiques et de la situation d'Aung San Suu Kyi et de centaines d'autres prisonniers d'opinion, dont le sort suscite depuis longtemps des inquiétudes.

L'organisation lance une pétition mondiale, appelant les autorités birmanes à cesser de recourir abusivement au système judiciaire pour réduire au silence des militants politiques pacifiques et à libérer tous les prisonniers d'opinion immédiatement et sans condition.

« *Daw Aung San Suu Kyi a été privée de liberté pendant quasiment les deux tiers des seize dernières années, sans avoir jamais été inculpée ni jugée. C'est un prix à payer totalement inacceptable pour son action politique pacifique*, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International. *Daw Aung San Suu Kyi et toutes les autres personnes détenues uniquement en raison de leur action politique pacifique doivent être libérées immédiatement et sans condition.* »

Au cours des deux mois de février et mars 2005, il y a eu plus d'arrestations de membres du parlement qu'au cours des vingt-et-un mois écoulés depuis mars 2003. Depuis février 2005, les autorités ont arrêté au moins cinq députés de l'opposition élus lors des élections de 1990. Les résultats de ces élections n'ont jamais été reconnus par les autorités birmanes, le *State Peace and Development Council* (SPDC, Conseil national pour la paix et le développement). Au moins dix personnalités politiques appartenant à la minorité chan ont été arrêtées en février 2005, notamment Khun Htun Oo, président du *Shan Nationalities League for Democracy Party* (SNLDP, Parti

de la ligue des nationalités chan pour la démocratie).

Il y a au moins 1 350 prisonniers politiques au Myanmar. Parmi eux se trouvent des prisonniers d'opinion, emprisonnés pour avoir écrit des poèmes ou édité des magazines, lancé des appels en faveur du droit à former des syndicats étudiants ou à manifester pacifiquement ; soumis à des actes de torture et à de mauvais traitements, détenus au secret sans être autorisés à consulter un avocat, ils sont souvent condamnés aux termes d'une législation répressive lors de procès iniques.

« *Les prisonniers politiques du Myanmar sont otages des autorités*, a déclaré Irene Khan. *Le recours continu à la détention pour éliminer du processus politique des dirigeants expérimentés constitue un obstacle majeur à la résolution de l'impasse politique dans laquelle se trouve le pays depuis 1988.*

« *Le système judiciaire, qui devrait protéger les droits fondamentaux de tous les citoyens du Myanmar, est utilisé de manière systématique pour refuser et restreindre le droit à l'exercice de la liberté d'expression, d'association et de réunion.* »

Le SPDC promet depuis des années de libérer Aung San Suu Kyi, dirigeante du principal parti d'opposition au Myanmar, la *National League for Democracy* (NLD, Ligue nationale pour la démocratie) ainsi qu'un certain nombre d'autres prisonniers politiques « *quand le moment sera venu* ».

Complément d'information

Les autorités birmanes détiennent des centaines de membres du parti d'opposition, notamment des membres de la NLD et des militants étudiants depuis les manifestations de 1988 organisées contre le régime de parti unique et depuis les élections de 1990 qui ont vu la NLD remporter la majorité des sièges.

Des prisonniers, qui n'auraient jamais dû être arrêtés en première instance, vieillissent en prison où ils sont détenus dans des conditions très dures et souffrent de problèmes de santé chroniques, subissant par ailleurs des châtements qui s'apparentent à des actes de torture et des mauvais traitements. Beaucoup sont morts en détention.

Parmi ces prisonniers âgés et en mauvaise santé se trouve U Win Tin, soixante-quinze ans, détenu depuis juillet 1989. Il a été sanctionné en raison de son opposition pacifique aux autorités et pour avoir tenté

d'alerter les Nations unies sur les violations des droits humains dans les prisons du Myanmar.

D'autres prisonniers d'opinion sont toujours détenus sans avoir été inculpés alors qu'ils ont purgé leur peine d'emprisonnement ; c'est le cas notamment des députés élus de la NLD Than Nyein, qui est gravement malade, Daw May Win Myint et de Myat San, dirigeant étudiant, emprisonné depuis 1991 pour avoir pris part aux manifestations pacifiques organisées à l'occasion de l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Aung San Suu Kyi. ●

Le rapport intitulé *Myanmar: Myanmar's political prisoners: A growing legacy of injustice* est disponible (en anglais seulement) sur le site <http://web.amnesty.org/library/index/engasa160192005>

Pour signer la pétition en faveur de la remise en liberté d'Aung San Suu Kyi et de tous les prisonniers d'opinion au Myanmar, merci de vous reporter à l'adresse <http://www.amnesty.org/>

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>